Document generated on 10/12/2024 12:07 a.m.

Politique

Politique

Christian DEBLOCK et Richard ARTEAU (Eds), *La politique économique canadienne à l'épreuve du continentalisme*, Montréal, ACFAS, coll. Politique et économie, 1989, 344 p.

Benoît-Mario Papillon

Number 17, Winter 1990

Les nouveaux enjeux du politique

URI: https://id.erudit.org/iderudit/040652ar
DOI: https://doi.org/10.7202/040652ar

See table of contents

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)
1918-6584 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Papillon, B.-M. (1990). Review of [Christian DEBLOCK et Richard ARTEAU (Eds), *La politique économique canadienne à l'épreuve du continentalisme*, Montréal, ACFAS, coll. Politique et économie, 1989, 344 p.] *Politique*, (17), 155–157. https://doi.org/10.7202/040652ar

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 1990

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Recensions

Christian DEBLOCK et Richard ARTEAU (Eds), *La politique économique canadienne à l'épreuve du continentalisme*, Montréal, ACFAS, coll. Politique et économie, 1989, 344 p.

Deblock et Arteau nous proposent une collection d'articles qui relatent et critiquent deux composantes majeures de la politique économique du gouvernement fédéral à partir de 1984: les efforts de redressement de la situation financière du Canada et l'Accord de libre-échange (l'ALE). L'ouvrage prend bien soin d'inscrire ces composantes dans une perspective historique, ce qui permet de mieux saisir la nature des choix faits par le gouvernement conservateur. L'ouvrage se divise en trois parties.

La première fait un survol de la politique économique canadienne de 1970 à 1988. Deux points de rupture sont identifiés au cours de cette période: 1975, alors que l'objectif de croissance cède la place à l'objectif de stabilité des prix, et 1984, qui marque l'arrivée d'un gouvernement conservateur. La philosophie autonomiste des années Trudeau à l'endroit des États-Unis fait alors place à une approche de coopération, et des mesures de redressement budgétaire sont prises pour stopper la montée vertigineuse de la dette du gouvernement fédéral.

La seconde présente, de manière détaillée, l'évolution du déficit budgétaire fédéral de 1975 à 1988. La période 1975-1984 est divisée en trois sous-périodes: 1975-1978, 1978-1982 et 1982-1984, la deuxième de ces périodes correspondant aux efforts de redressement du gouvernement conservateur. La base de compa-

raison pour quantifier la contribution de différents facteurs au déficit est la période antérieure. Cette partie traite aussi de l'état de la conjoncture économique et qualifie, selon les périodes, la politique budgétaire d'expansive, de restrictive ou de neutre. La conclusion de cette seconde partie oppose la stratégie financière des années 1984-1988 consistant à réduire le déficit budgétaire afin de relancer la croissance à celle des années antérieures où c'est le retour de la croissance qui a permis de réduire le déficit.

La dernière partie du livre traite de l'ALE. Plusieurs thèmes sont abordés: l'histoire canadienne en matière de commerce international, les paramètres d'une politique commerciale canadienne, la *troisième option* et la *deuxième option* à l'heure de l'ALE, l'évolution des investissements étrangers au Canada, les échanges financiers entre le Canada et l'étranger et le financement de la dette, les différences entre les politiques agricoles canadienne et américaine, et enfin les justifications des politiques d'adaptation de main-d'oeuvre.

Le contenu et la longueur de ces différentes contributions sont variables. Ainsi, le texte sur les *options*, qui relate certaines circonstances entourant l'évolution de la politique commerciale canadienne jusqu'à l'ALE et propose quelques réflexions sur l'orientation future de cette politique, est très court. Par contre, la contribution portant sur les investissements étrangers au Canada constitue, en soi, une étude sur le sujet.

Sur le plan descriptif, l'ouvrage est bien documenté. Il s'agit d'un bon travail de référence sur la politique économique canadienne pour la période 1984-1988, et aussi, à certains égards, pour la période 1970-1984. La façon de traiter chacune des composantes n'est pas uniforme et la facture du livre en souffre. À titre d'exemple, la partie qui traite des efforts de redressement de la situation financière du Canada présente un tableau relativement complet des faits pertinents à l'évaluation de ces efforts. Par contre, la partie relative à l'ALE n'est pas aussi complète et c'est dommage. Il manque notamment une discussion à propos de l'évolution des tarifs douaniers. De plus, quelques faiblesses au niveau de l'argumentation sont à souligner.

Trop souvent, les auteurs passent du descriptif au normatif sans se référer à une grille d'analyse bien identifiée; de même, ils interprètent les faits sans s'embarrasser de trop de nuances.

L'appel répété des auteurs à un plus grand volontarisme politique, à une politique industrielle orientée suscite également quelques réserves. À défaut de définir avec plus de précision le contenu de cette orientation et d'en démontrer plus explicitement le bien-fondé, un tel appel équivaut à se ranger du côté de la vertu. À ce propos, il n'est pas inutile de rappeler qu'en matière d'économie politique, les méthodes de diagnostic ne sont pas identiques aux méthodes de prescription. Le manque de constance dans le choix des paradigmes en passant d'une activité à l'autre, n'est plus en cause, mais bien les contraintes fondamentales inhérentes à la communication des besoins par les individus.

Bien que justifiées, les références au rapport de la commission Macdonald et à l'idéologie néo-libérale, n'aident guère ici. Constatant les moyens limités dont dispose un gouvernement pour prendre des décisions en matière de production, le rapport Macdonald insiste sur la nécessité de redéfinir la politique économique en termes de choix d'ajustement. Malheureusement, la discussion de ces programmes dans le rapport Macdonald ne repose pas toujours sur une théorie du processus d'ajustement comme tel; il en résulte un va-et-vient infructueux entre l'analogie (le marché par-ci, le marché par-là) et l'improvisation sur la manière de corriger les erreurs du passé.

L'idéologie néo-libérale est indissociable du nom de F. Hayek et de sa critique du socialisme («The Use of Knowledge in Society», *American Economic Review*). La théorie de l'ajustement, telle qu'elle a été élaborée à partir de cette critique, peut servir de cadre à un nouveau type de politique économique (à ce sujet, voir la revue critique de D. Conn, «Comparative Economic Systems Theory: Progress and Prospects», *ACES Bulletin*, été 1983). Mais cette théorie ne présuppose pas, au départ que le rôle économique d'un gouvernement se limite à n'être qu'un substitut à l'Armée du Salut.

Benoît -Mario Papillon
Conseil économique du Canada